

- **Dissémination radioactive inacceptable au plan ÉTHIQUE et Technocentre INSOUTENABLE, par André HATZ , le 4 février 2021 à 16h40**
- Sous la pression de l'industrie nucléaire, qui croule sous ses déchets, l'État souhaiterait autoriser la réutilisation de ferrailles radioactives. Présenté comme une « valorisation des métaux », ce pseudo-recyclage aboutirait en réalité à disséminer la radioactivité dans nos objets métalliques de la vie courante, ceci d'autant plus que la « traçabilité » des métaux n'est prévue qu'en amont (et pas en aval !) de leur traitement en fonderie.
- Chacun sait qu'il est impossible de supprimer la radioactivité. Aussi, le procédé de refonte envisagé vise à déplacer partiellement cette radioactivité : pour l'essentiel, elle se retrouverait dans une première partie du métal, vouée à être évacuée vers l'ANDRA.
- Quant à la deuxième partie du métal issu de la refonte, celle-la même qui serait considérée comme « recyclée », elle serait mise sur le marché de l'acier. Mais attention, bien que moins radioactif, cet acier serait toujours radioactif ! L'IRSN lui-même a relevé qu'il serait difficile, voire impossible, de déceler d'éventuelles inclusions plus radioactives dans le lingot. En d'autres termes, il sera impossible de garantir une réelle homogénéité de cet acier (contrairement à ce que prétend la SFEN... qui n'en est pas à un mensonge près !).
- Et comme le projet ne prévoit la « traçabilité » qu'en amont du processus, cela signifie bien qu'il n'y aura plus aucune traçabilité en aval. Dès lors, au fil des recyclages successifs de l'acier, cette radioactivité pourra se retrouver dans de nombreux objets de la vie courante. On peut même craindre qu'une infime partie de plutonium se retrouve dans une casserole ou une fourchette... utilisée quotidiennement ! Ceci est **ÉTHIQUEMENT INACCEPTABLE !**
- Qui peut garantir qu'il n'y aura aucun risque pour l'Humain ? Il est par ailleurs complètement idiot de comparer les doses à la radioactivité naturelle, d'une part puisqu'il s'agira de doses « moyennes » et d'autre part puisque les doses se CUMULERONT ! Ainsi de suite, le lobby nucléaire va banaliser la radioactivité et... relever son niveau ambiant : c'est tout simplement INSENSÉ !
- Par ailleurs, aucune des « garanties » annoncées n'est crédible : ne se souvient-on pas de ce que l'Autorité de Sûreté Nucléaire s'est laissé bernier de nombreuses années par les Ateliers du Creusot, cette autre fonderie pour l'industrie nucléaire ? A-t-on oublié que l'ASN s'est même inclinée devant EDF pour l'affaire du couvercle de la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville ? Qui donc a été dupe des « contrôles » effectués sur la virole basse du GV 335 de Fessenheim ? L'industrie nucléaire n'en est plus à un mensonge près ! Qui va garantir que les contrôles seront correctement effectués ? EDF ou Orano ? : ils nous ont déjà apporté la preuve de leur insincérité ! L'ASN ? : elle nous a souvent témoigné de sa soumission au lobby et elle a désormais perdu toute crédibilité (c'est bien dommage !). Le Ministère ? : le sérail du nucléaire y est omniprésent, y compris au Conseil Général du Développement Durable... qui le conseille !
- **Le fait-même de procéder par « dérogations ciblées » démontre du caractère honteux de ce projet et apporte la preuve que l'État se positionne en complice du lobby nucléaire, alors que son rôle serait au contraire d'assurer la sécurité des populations.**
- Quant à la présente consultation à laquelle je me prête (car le sujet ne me permet pas de me taire !), je sais d'avance qu'elle ne changera qu'à la marge les Décrets et Arrêtés déjà rédigés. Elle n'est là que pour dire « on a consulté le bas peuple, maintenant on agit comme on a prévu » : je ne demande qu'à être réellement démenti sur ce point ! Si réellement Madame la Ministre refuse ce projet de recyclage des TFA et écarte le projet Technocentre, je présenterai publiquement mes excuses et saluerai son courage...
- A propos de Fessenheim, là-même où est hypothétiquement prévu le **TECHNOCENTRE NUCLÉAIRE** : le site se trouve 3 à 4 m au-dessus de la plus grande nappe phréatique d'Europe occidentale. Prévoir son implantation à cet endroit-là, alors que le processus va générer des effluents (poussières, gaz, liquides...) est tout simplement CRIMINEL pour la nappe phréatique et ses millions d'utilisateurs, maintenant et pour les générations futures !
- Jamais quiconque de sensé ne pourra laisser faire.
- Le "**Projet de Territoire de Fessenheim** » stipule que le projet d'un technocentre « *devra faire l'objet de discussions approfondies avec l'ensemble des parties, tant en France qu'en*

Allemagne, pour s'assurer notamment des conditions, notamment économiques et techniques, de sa réalisation. À ce stade, le projet ne fait pas l'objet d'un accord ».

Les dirigeants allemands ne sont pas tombés dans le piège et ont annoncé officiellement à la France qu'une coopération franco-allemande était exclue pour ce Technocentre (déclaration du Secrétaire d'Etat Ratzmann au Ministre François de Rugy, le 1er février 2019, réaffirmée lors de différents événements officiels).

- Pour contourner ce refus, EDF prévoirait d'importer des aciers radioactifs de la France entière et aussi de toute l'Europe ; vraisemblablement dans le but de chercher à « rentabiliser » cette installation. Il est pourtant clair que le stockage des TFA (500.-€ par tonne) sera toujours inférieur à cette ineptie, véritable gabegie économique !
- Qui plus est, une grosse partie des masses « retraitées » proviendrait des générateurs de vapeur, ce qui impliquerait des centaines de transports routiers exceptionnels de très grand gabarit parcourant la France entière, voire... l'Europe ! Mais nos routes ne sont pas faites pour cela !
- Enfin, il me faut attirer l'attention du Ministère sur le fait que **le Technocentre éventuellement envisagé à Fessenheim constituerait une grave entorse au traité d'Aix la Chapelle (Traité de l'Élysée 2.0)** qui garantit la création d'emplois propres dans la région du Rhin Supérieur. Le Technocentre en serait à l'opposé. Et au prétexte de créer 150 emplois... dans 10 ans (!), il en ferait perdre plusieurs centaines à court et moyen termes : quel employeur serait assez fou pour s'installer dans la Zone d'Activité binationale prévue à proximité de Fessenheim, si un « Ferrailleur du nucléaire » s'implantait juste à côté ? Ce projet de Technocentre va faire capoter le développement économique souhaité par le « Projet de Territoire » de Fessenheim, n'a-t-on pas encore compris cela au Ministère ?
- J'invite le Ministère à prendre connaissance :
 - 1) de l'étude scientifique Global Chance (<http://www.global-chance.org/Un-Technocentre-a-Fessenheim>)
 - 2) du compte-rendu de la réunion du 7 novembre 2020 entre M. le Préfet du Haut-Rhin et 7 associations représentant les 47 organisations signataires de la « Déclaration de Fessenheim »
 - 3) de ladite "Déclaration de Fessenheim - Fessenheimer Erklärung" co-signée par 47 organisations d'Alsace et du Pays de Bade <https://stop-fessenheim.org/technocentre>
 - 4) du dépliant (4 pages) et de la brochure (16 pages) relatifs au projet hypothétique d'un <https://stop-fessenheim.org/technocentre> à Fessenheim
- **En conclusion :**
 - Le retraitement des métaux TFA n'est pas soutenable au plan de l'ÉTHIQUE
 - Le projet d'un Technocentre à Fessenheim est irréalisable au-dessus de la plus grande nappe phréatique d'Europe, du point de vue de l'environnement, et sur la frontière franco-allemande du point de vue des relations franco-allemandes et du respect du Traité d'Aix la Chapelle.
 - Les populations d'Alsace et du Bade-Wurtemberg, qui ont lutté 50 années main dans la main pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, ne laisseront pas le nucléaire sorti par la porte revenir par la fenêtre ! Il n'y aura JAMAIS aucune "acceptabilité", nous serons solidaires pour nous y opposer !